

# Nouveaux services de mobilité : compétence des collectivités

---

**Céline Mouvet**

**DGITM/DST/FCD1**

**Adjoint au chef du bureau des politiques de déplacements**



MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

# Compétence des collectivités

## Le cadre d'action existant

- Région AOT : transport ferroviaire + transport public routier régulier et à la demande, transport scolaire + chef de file de l'intermodalité, → *centrée TC*
- Bloc communal AOM : transport régulier, à la demande, concours au développement des modes actifs (marche et vélo) et partagés (autopartage, covoiturage), planification
  - Métropoles, agglomérations, CU, (+CU) sont AOM de droit → *ex. subvention pistes cyclables*
  - En dehors : communes ou communauté de communes → *autopartage/pf covoiturage/location vélo en cas de carence du privé*
- Voirie : Les actes pris au titre :
  - De la compétence voirie (communes + EPCI pour les voies d'intérêt communautaire + département + état)
  - Du pouvoir de police de circulation et stationnement (maire en agglomération, rarement le psdt d'EPCI + PCD + Préfet) → *peu d'AOM*

sont compatibles avec le PDU (obligatoire pour les agglomérations > 100 000 hab)

- Dépénalisation du stationnement



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

# Un foisonnement de nouvelles solutions, pratiques, « leviers » de mobilité ...

- *Urgence environnementale*
- *Urgence sociale* : Montée en puissance des questions de fractures territoriales et sociales => demande plus diffuse, nouvelles formes de réponse → *nécessité à agir*
- *Evolution sociétale* : Emergence de l'économie et des pratiques du partage → *des opportunités*
- *Evolution technologique* : équipement en smartphone, révolution numérique (SI/SIM/objets connectés/MAAS)

## Exemples

- Objets « intelligents » et connectés : route, parkings, vélos sans borne *etc* (éco-système : entreprises, start-ups, laboratoires...)
- Des initiatives associant les acteurs des territoires : collectif d'habitants, employeurs, La Poste, les commerces... notamment en milieu plus diffus pour faire émerger des solutions collectives



# ... qui interroge le rôle des collectivités, des AO en particulier

- De l'organisation à la régulation, contribution, animation, des acteurs et des pratiques ?
- D'une approche modale à une approche centrée sur les besoins et l'usage/usager (« bouquet de services ») ?
- D'une offre de services à un accompagnement vers les solutions de mobilité existantes ? Rôle central de l'information, pas seulement numérique (fracture géographique et sociale), et parfois la formation
- Du développement des TC à une politique de mobilité ? Incluant :
  - Le conseil en mobilité
  - Les flux voiture
  - Les questions autour de la réduction des mobilités « subies » (lien à l'aménagement du territoire, mobilité virtuelle, bureau des temps, tiers-lieux etc)
  - La mutualisation de moyens de mobilité (entre particuliers, d'entreprises à particuliers)
  - l'ensemble des « offreurs » de mobilité : taxis, VTC...



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

# Le projet de loi d'orientations des mobilités ...

- Concertation / Co-construction avec l'ensemble de la « sphère » des mobilités : associations d'élus, « pourvoyeurs » de solutions, usagers etc
  - Assises de la mobilité : automne 2017
  - Travaux préparatoire : première moitié 2018
- Elaboration de la loi
  - Conseil d'État, consultations (CNEN, CESE, CNIL...) : automne 2018
  - Projet de loi du gouvernement : Conseil des ministres du 26/11/2018
  - Débat parlementaire au premier semestre 2019 => amendements, texte définitif de la LOM et promulgation

# ... vise ainsi à adapter le cadre...

- Couverture de l'ensemble du territoire par une autorité en charge de la mobilité
  - Les régions AOT deviennent AOM régionales
  - Transfert à l'EPCI avant 2021, sinon la région devient AOM en subsidiarité
  - Clarification de la compétence, qui comprend la contribution ou l'organisation de services de mobilité active ou partagée, et la faculté d'intervenir dans la mobilité « solidaire » (ex. aides individuelles, autoécole solidaire...)
- Volet coopération : chef-de-filat de la région précisé, encouragement des syndicats, bassins de mobilité..
- Boîte à outils : sécurisation de l'action dans les nouvelles formes de mobilité



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

# .. dans lequel chaque collectivité viendra puiser « sa » solution

- Mobilité partagée
  - Véhicules sans borne (« free floating ») : cadre possible par les AOM
  - Promotion du covoiturage : subvention au conducteur ou passager, voie réservé, calcul des frais, forfait mobilité durable
- Numérique & données
  - Accélération du calendrier d'ouverture des données et rôle central des régions et métropoles (animation de la démarche)
  - Les régions veillent à l'existence d'un SIM
- Régulation du trafic et stationnement
  - Mise à jour simplifiée de ce volet du PDU (PDM) => + opérationnel
  - ZFE (ex-ZCR) : étude pour les EPCI > 100 000 hab ; mise en place en cas de dépassement des seuils ; simplification de la procédure
- Dérogations pour expérimenter en territoires moins denses
- ... et bien d'autres volets.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

# Quelques réflexions

- La loi ne fait pas tout !
  - *L'État souhaite accompagner les territoires : plan vélo, démarche french mobility, poursuite de la démarche collective ?*
- Emergence perpétuelle de solutions
  - Tout normer ? *versus* nécessité de sécuriser l'action des collectivités
- L'innovation est aussi sociale, managériale, et dans la manière d'imaginer et de mettre en place des solutions :
  - S'autoriser à expérimenter et à cheminer (Go/Nogo) => progressif
  - Inclure dans la recherche de solutions les acteurs des territoires
- Complexité (multiacteurs, solutions protéiformes, attentes fortes, coût) :
  - Enjeu de donner les clefs aux territoires pour trouver « leur » bouquet de solution, selon les besoins de leurs habitants et en fonction des acteurs en présence localement
  - Importance accrue de l'aide à la décision auprès des élus, et de l'ingénierie notamment territoriale (diagnostic, stratégie, démarche)



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE



# FIN



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

[www.ecologique-solidaire.gouv.fr](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr)